

Le gouvernement veut délocaliser les fonctionnaires à la campagne

Face à la crise sociale, Gérard Darmanin entend « déconcentrer » les services de l'Etat

Ce pourrait être une piste de sortie du grand débat. Le gouvernement s'apprête à relancer une vague de délocalisation de services de l'Etat : d'ici deux ans, un certain nombre d'entre eux seront transférés des grandes villes vers les zones rurales. L'initiative a certes été lancée avant le mouvement des « gilets jaunes ». C'est en juillet 2018 que le premier ministre, Edouard Philippe, a demandé au gouvernement de lui faire « les propositions les plus ambitieuses possible pour donner un nouvel élan à la déconcentration ». Mais cette initiative pourra apparaître fort opportunément comme un message envoyé aux « gilets jaunes » et aux habitants des campagnes qui se sentent abandonnés.

Depuis l'été, les choses ont avancé, notamment à Bercy. En visite dans le Limousin du 20 au 22 mars, Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, a annoncé aux élus locaux qu'il a rencontrés qu'il comptait bien « remettre des agents dans les zones rurales et faire maigrir les

grosses métropoles », à commencer par la région parisienne, parce que, dans ces dernières, « il y a peut-être trop d'agents des finances publiques ».

A ce stade, au moins une « dizaine » de services nationaux seront déplacés. Mais la réflexion est en cours et la liste finale sera probablement plus longue. Plusieurs centaines d'agents seront concernés, au bas mot. « La dématérialisation permet de traiter ici de choses qui se passent à Lille », a justifié le ministre, en précisant qu'il faudrait au préalable s'assurer que les infrastructures, la fibre optique notamment, suivent. De nombreux services sont concernés : il pourrait s'agir, par exemple, des services de facturation, de la publicité foncière, du cadastre ou encore du contrôle fiscal sur pièces...

Cette volonté de rééquilibrage entre métropoles et campagnes n'est pas nouvelle. Elle a débuté dans les années 1960, mais certains gouvernements en ont fait un axe fort. C'est le cas de celui d'Edith Cresson (1991-1992), qui

avait relancé le processus et provoqué le départ de plusieurs milliers de postes vers la province en s'attaquant à des symboles comme l'Ecole nationale d'administration (transférée à Strasbourg).

« Frustration »

Gérald Darmanin, ancien maire de Tourcoing (Nord), rappelle souvent que les écoles nationales des douanes ont été délocalisées, en 1993, de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), vers Tourcoing et La Rochelle. « Neuilly-sur-Seine n'avait pas besoin de cela pour avoir des emplois et le loyer coûtait cher », constate M. Darmanin. Une décennie plus tard, le gouvernement Raffarin (2002-2005) a poursuivi le mouvement, en transférant notamment le Centre national de documentation pédagogique dans le Poitou. Mais cette délocalisation ne s'était pas bien passée, les agents s'y étant vivement opposés.

L'un des enjeux sera en effet de convaincre les fonctionnaires de suivre le mouvement. « Certains

ne souhaiteront pas venir. C'est leur droit, indique Bruno Parent, directeur général des finances publiques. D'autres se poseront des tas de questions, sur le travail du conjoint, l'immobilier, les transports... » L'Etat accompagnera les volontaires par des aides diverses. Mais les collectivités locales devront également prendre toute leur part dans cette « sorte de compétition », ajoute M. Parent.

Les élus du Limousin, qui ont reçu M. Darmanin, sont prêts. Eric Jeansannetas, sénateur socialiste de la Creuse, a rappelé leur « frustration » du fait que, « depuis longtemps, la décentralisation, ça se fait dans l'autre sens. On recentralise dans les métropoles ». Certes, a-t-il poursuivi, « faire venir des agents de région parisienne à Bordeaux ou à Limoges, ça se prépare ». Mais, « si au bout du compte, on réussit, ce sera une bonne nouvelle pour le département de la Creuse », a-t-il conclu, en saluant l'initiative du gouvernement. ■

BENOÎT FLOC'H